



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 39 – 12 novembre 2021

## Sommaire

### Fait marquant

- Boris Johnson appelle les dirigeants mondiaux à faire plus dans les derniers jours de négociations de la COP26

### Climat & Energie

- 405 M£ d'investissements permettront à *Rolls-Royce* d'accélérer le déploiement de petits réacteurs nucléaires au RU
- Le ministre de l'environnement évoque la possibilité d'une taxe carbone aux frontières
- Le changement climatique devrait accroître la fréquence des inondations au Royaume-Uni
- Le régime fiscal britannique serait très favorable aux compagnies pétrolières
- L'électrification des plateformes pétrolières en Mer du Nord apparaît complexe et coûteuse

### Environnement

- L'*Environment Bill* a été adoptée par le Parlement

### Industrie

- Un rapport de la Chambre des communes appelle le gouvernement à résoudre les problèmes structurels de l'industrie sidérurgique britannique

### Transport

- Le ministère des transports présente de nouvelles mesures pour pallier la pénurie de chauffeurs routiers
- La ville de Manchester dévoile ses projets pour un réseau de transports publics neutre en carbone

## Fait marquant

### Boris Johnson appelle les dirigeants mondiaux à faire plus dans les derniers jours de négociation de la COP26

Lors de la première semaine du sommet, la présidence britannique a annoncé [de nombreuses avancées](#) concernant notamment la déforestation, le méthane et le charbon. Si ces engagements internationaux ont été accueillis avec un optimisme prudent par la plupart des parties, les associations environnementales s'inquiètent toutefois d'« [effets d'annonce](#) », masquant des accords sans réelles conséquences pour le changement climatique. Le *Climate Action Tracker*, une organisation scientifique indépendante, a ainsi dénoncé un « [déficit de crédibilité](#) » entre les promesses faites par les dirigeants sur le long-terme et l'absence de politiques allant dans ce sens à court-terme. Selon elle, les nouveaux engagements pris lors de cette première semaine conduiraient à un réchauffement climatique de 2,4 °C, soit bien au-delà des objectifs prévus par l'Accord de Paris.

A l'approche de la fin de la COP26, le Premier Ministre Boris Johnson a [appelé](#) urgemment la communauté internationale à faire avancer les négociations, alors que d'importantes protestations, rassemblant [plus de 100 000 personnes](#), ont eu lieu cette semaine pour dénoncer le *greenwashing* et [l'absence d'inclusivité](#) du sommet.

De nombreux points de contentieux demeurent, concernant notamment les règles d'application de l'Accord de Paris, qu'il s'agisse de la transparence du suivi des engagements climatiques, de la fréquence à laquelle les contributions nationales sont revues, ou de l'application de l'Article 6, définissant les modalités d'échange d'émissions de carbone. La question du financement de l'adaptation au changement climatique pourrait également faire échouer les négociations, les pays en développement demandant en effet un effort plus important des pays développés, soit [jusqu'à 700 Md\\$ par an à compter de 2025](#). On notera que l'Ecosse a été le premier pays à annoncer une contribution, à hauteur de 1 M£, à [un fonds](#) visant à dédommager les victimes de catastrophes liées au dérèglement climatique.

## Le chiffre de la semaine

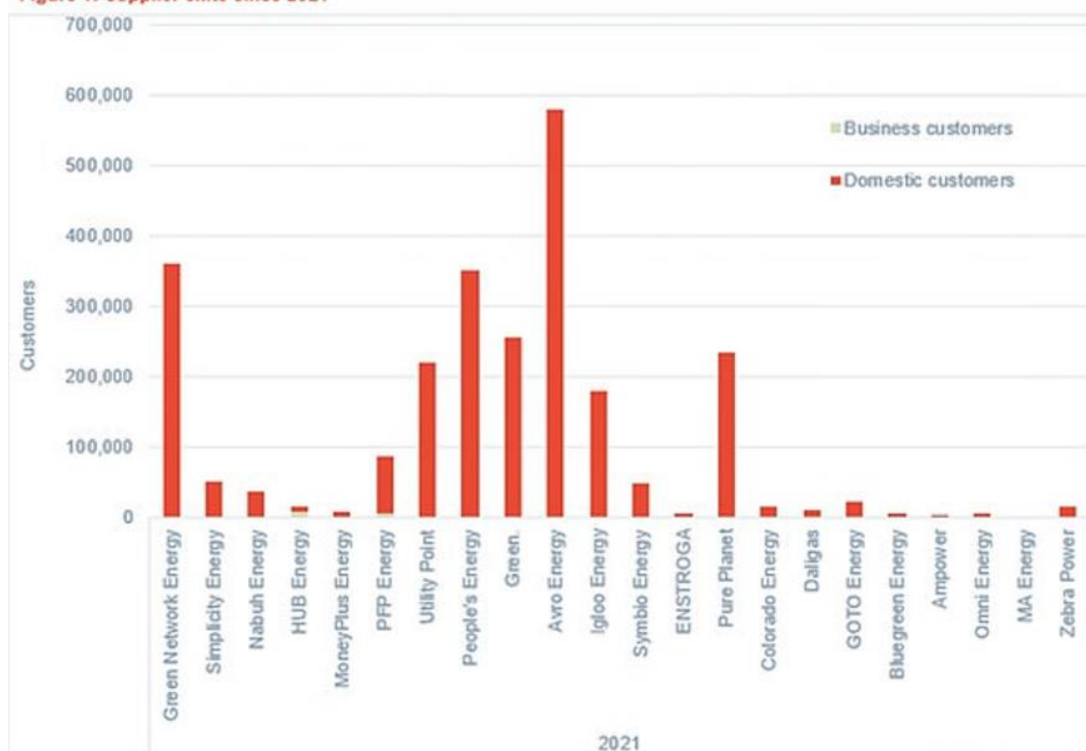
5 %

C'est le pourcentage de députés conservateurs qui ne croient pas au changement climatique, selon [un sondage](#) réalisé par *The Independent*.

## Le graphique de la semaine



Figure 1: Supplier exits since 2021



Plus de 20 fournisseurs d'énergie ont fait faillite au Royaume-Uni depuis le début de cette année, principalement depuis le mois de septembre. Ils représentent plus de 2 millions de clients qui ont été repris par d'autres entreprises, à des conditions généralement moins favorables que leur contrat initial.

## Climat & Energie

**Flash** – L'organisation [Shift Geothermal](#) appelle le gouvernement à soutenir la recherche et les initiatives sur l'énergie géothermique qui, plus fiable que les sources d'énergie renouvelable dépendant des conditions météorologiques, pourrait fournir selon elle jusqu'à 25 % du mix énergétique du pays d'ici 2050.

**Flash** – Des subventions de l'Agence spatiale britannique, d'un montant total de 7 M£, permettront de financer le développement de [11 projets](#) contribuant à la lutte contre le réchauffement climatique, telle que la surveillance par satellite de plantations d'arbres et d'émissions de gaz à effet de serre.

**Flash** – Le gouvernement devrait annoncer [une législation](#) interdisant la mise en location de propriétés ne respectant pas la norme EPC-C, troisième niveau d'efficacité énergétique. Ces mesures, qui concerneront les nouvelles locations en 2026 et toutes les locations sur le marché en 2028, devraient coûter en moyenne 5 000 £ par bien immobilier aux propriétaires.

## 405 M£ d'investissements permettront à Rolls-Royce d'accélérer le déploiement de petits réacteurs nucléaires au RU

La nouvelle [activité](#), *Rolls-Royce Small Modular Reactor*, bénéficiera de 195 M£ de financements privés - mobilisés via un consortium rassemblant Rolls-Royce, *Exelon Generation*, fournisseur d'électricité américain et, *BNF Resources*, société d'investissement - auxquels s'ajouteront 210 M£ d'[investissements publics](#). Le gouvernement souhaite augmenter la production d'électricité d'origine nucléaire, de manière à pallier l'intermittence des énergies renouvelables et de réduire la dépendance du RU au gaz dans le cadre de la décarbonation de son mix énergétique. Le déploiement de petits réacteurs nucléaires modulaires (PRM) fait partie des options retenues par le gouvernement dans le cadre de sa stratégie pour une « révolution industrielle verte ». Cependant, certains commentateurs soulignent que cette technologie n'a pas encore fait ses preuves et risque d'être sujette aux mêmes dépassements de coûts et de délais que ceux qui ont affecté les grands projets nucléaires. *Rolls-Royce* évalue le coût individuel des cinq premiers réacteurs à 2,2 Md£, un montant qui devrait ensuite descendre à 1,8 Md£. L'entreprise espère construire 16 PRM au RU d'ici 2031 et estime que le déploiement de cette technologie pourrait contribuer à y créer 40 000 emplois d'ici 2050.

## Le ministre de l'environnement évoque la possibilité d'une taxe carbone aux frontières

Interrogé par la BBC, [George Eustice](#) a estimé que la mise en œuvre d'une taxe carbone aux frontières était nécessaire pour atteindre les objectifs britanniques de neutralité carbone d'ici 2050. Selon lui, l'existence d'un marché au carbone au RU (*UK Emissions Trading Scheme, UK ETS*) rend indispensable un tel mécanisme afin d'éviter les « fuites de carbone ». En effet, les entreprises nationales peuvent être tentées de délocaliser leur production vers des pays où la réglementation environnementale est moins exigeante, ce qui équivaut à délocaliser les émissions de carbone britanniques, sans en réduire le volume. La taxation aux frontières permettrait également de protéger les producteurs britanniques d'une concurrence déloyale en provenance de ces pays. Le ministre a indiqué que le Trésor et le ministère de l'environnement étudiaient les moyens d'instaurer une telle taxation, dont le principe continue cependant de diviser le parti conservateur et rencontre l'opposition des pays les plus polluants parmi lesquels l'Inde, la Chine et les Etats-Unis.

## Le changement climatique devrait accroître la fréquence des inondations au Royaume-Uni

Selon le *Met Office*, responsable des prévisions météorologiques au Royaume-Uni, la fréquence et l'intensité de [pluies extrêmes](#) devraient s'accroître dans les années à venir, en raison du changement climatique. En s'appuyant sur les prévisions des Nations Unies de réchauffement de 2,7 °C, les scientifiques ont ainsi estimé que le nord du RU pourrait expérimenter jusqu'à 3,5 fois



plus de jours où l'on enregistre 30 mm de pluie par heure par rapport à 1990, niveau à compter duquel une alerte inondation est déclenchée. Si les risques d'inondation dus au dérèglement climatique étaient déjà connus, [le rapport](#) souligne leur fréquence et leur sévérité, sous-estimées jusqu'alors.

## Le régime fiscal britannique serait très favorable aux compagnies pétrolières

L'entreprise *Siccar Point* a révélé ne pas devoir payer d'impôts pendant « [de nombreuses années](#) » au titre de son champ pétrolifère de Cambo. Pour mémoire, ce projet, en attente d'un permis définitif du gouvernement, fait face à une vive opposition des associations écologistes qui contestent l'autorisation de nouvelles extractions de combustions fossiles et soulignent les risques pour [la biodiversité marine](#) en Mer du Nord. La politique fiscale du gouvernement britannique est aujourd'hui très favorable aux entreprises pétrolières, notamment grâce à une mesure mise en place quelques mois après l'Accord de Paris, leur permettant d'obtenir des remboursements d'impôts afin de financer le démantèlement de leurs infrastructures à mesure que le pays atteint la neutralité carbone. Les compagnies ont ainsi bénéficié [de centaines de millions de livres reversés par le Trésor britannique](#) (117 M£ pour *ExxonMobil* et 110 M£ pour *Shell* pour l'année fiscale 2019-2020). Plusieurs associations environnementales dénoncent la subvention par le gouvernement d'entreprises polluantes, arguant que le Royaume-Uni est « le pays le plus rentable au monde pour les entreprises cherchant à développer de grands projets pétroliers et gaziers offshore ».

## L'électrification des plateformes pétrolières en Mer du Nord apparaît complexe et coûteux

Lorsqu'il a publié son [North Sea Transition Deal](#), détaillant comment décarboner les secteurs pétrolier et gazier offshore du Royaume-Uni, le gouvernement s'est engagé à réduire en 2030 les émissions opérationnelles de 50 % par rapport aux niveaux de 2018. Deux tiers des émissions d'exploitation provenant de la consommation d'énergie, passer à une énergie bas-carbone, venant de sources renouvelables, permettrait une réduction importante des émissions. Si l'électrification des plateformes en Norvège présente un modèle encourageant, [un rapport de Wood Mackenzie](#) relève qu'il sera difficile à suivre au Royaume-Uni en raison de coûts d'électrification élevés, d'incitations fiscales insuffisantes, d'un manque d'infrastructures et d'un prix très bas du carbone, qui n'incitent pas à investir pour assurer cette transition énergétique. Par ailleurs, 90 % des champs pétroliers britanniques ont une durée de vie inférieure à 20 ans, ce qui limiterait la rentabilité des investissements d'électrification.

## Environnement

### L'Environment Bill a été adoptée par le Parlement

L'*Environment Bill*, qui a été votée le 10 novembre, près de deux ans après avoir été déposée, établit les premiers objectifs légalement contraignants en matière de protection de la


biodiversité. Parmi les principales dispositions [de la loi](#) figurent un nouveau mandat limitant la déforestation importée ainsi que l'interdiction prochaine de certains articles en plastique à usage unique. Cette loi permet surtout la création d'un nouveau cadre réglementaire post-Brexit, la gouvernance environnementale étant auparavant du ressort de la Commission Européenne, par le biais de l'*Office for Environmental Protection* (OEP), chargée de surveiller le respect des objectifs de biodiversité des autorités publiques. Si les associations environnementalistes ont accueilli positivement l'adoption de la loi, la qualifiant « d'engagement historique », elles en ont également souligné les failles. Au cœur de leurs craintes se trouve l'indépendance de l'OEP ainsi que [la limitation du rejet des eaux usées dans les rivières](#), au sujet de laquelle un amendement proposé par les Lords a été dilué par le Gouvernement, après avoir été dans un premier temps rejeté par la Chambre des communes, à sa demande.

## Industrie

**Flash** – Alstom a annoncé la signature d'un [protocole d'accord](#) avec Eversholt Rail, le premier propriétaire britannique de trains, visant à mettre en place la première flotte de trains à hydrogène au Royaume-Uni, soit dix rames automotrices de trois voitures, qui seront construites par Alstom en Grande-Bretagne.

### Un rapport de la Chambre des communes appelle le gouvernement à résoudre les problèmes structurels de l'industrie sidérurgique britannique

Dans un [rapport](#), le Comité des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle alerte sur les difficultés persistantes de l'industrie sidérurgique britannique et estime que ce secteur ne peut continuer à aller « de crise en crise ». Dans une première partie, le rapport examine la situation de *Liberty Steel*, l'un des six producteurs d'acier du RU ; pour mémoire, des pratiques financières à risque avaient conduit à la faillite en mars 2021 de *Greensill Capital*, principal financeur de *GFK Alliance*, le propriétaire de *Liberty Steel*. Dans une seconde partie, les parlementaires relèvent les difficultés structurelles du secteur sidérurgique, parmi lesquelles un manque d'accompagnement du gouvernement, notamment pour la décarbonation du secteur, et les prix élevés du gaz, qui constituent un handicap par rapport aux producteurs étrangers. Le rapport appelle le gouvernement à signer un accord sectoriel permettant de répondre à ces défis de long terme, incluant l'obligation d'achat d'un volume minimum d'acier britannique dans le cadre des marchés publics et l'élaboration, d'ici l'été 2022, d'une stratégie de décarbonation du secteur.



## Transport

**Flash** – La ligne ferroviaire de [Dartmoor](#), reliant Okehampton et Exeter, va rouvrir le 20 novembre, près de cinquante ans après sa fermeture. Il s'agit de la première réouverture d'une ligne financée partiellement par le gouvernement dans le cadre du programme [Restoring Your Railway](#) visant à rouvrir des liaisons ferroviaires au RU.

**Flash** – Le [ministère des transports](#) a confirmé mercredi que l'ensemble des véhicules lourds neufs devraient être « zéro émissions » d'ici 2040, malgré les craintes exprimées par l'industrie automobile et le secteur routier concernant leur capacité à atteindre cet objectif.

**Flash** – Les conducteurs du [métro londonien](#) pourraient se mettre en grève si de nouvelles conditions de travail étaient imposées par leur direction, a alerté l'un de leurs principaux syndicats. *Transport for London* mène actuellement des négociations avec les syndicats afin de s'accorder sur des mesures (baisse des pensions de retraite notamment) permettant de réduire ses pertes financières liées à la pandémie.

**Flash** – L'application *Uber* a augmenté ses [tarifs pour les VTC](#) de 10 % à Londres, pour la première fois depuis 2017. Cette décision vise à recruter davantage de chauffeurs, dans un contexte de raréfaction de la main d'œuvre et de forte concurrence avec d'autres applications, et après que la société a relevé ses prélèvements sur les courses de 20 à 25 % à la suite d'une décision de la Cour suprême, en février, qui l'a contrainte à accorder à ses chauffeurs des avantages sociaux.

**Flash** – Plusieurs aéroports (Gatwick, Belfast et Edimbourg) et compagnies aériennes (*Wizz Air*) ont demandé au gouvernement britannique de [rétablir les règles](#), aménagées pendant la pandémie, forçant les compagnies à rendre les créneaux aéroportuaires non utilisés. Cette demande avait déjà été portée à plusieurs reprises au cours des derniers mois par l'aéroport de Gatwick.

### Le ministère des Transports présente de nouvelles mesures pour pallier la pénurie de chauffeurs routiers

Le ministère des Transports a annoncé lundi une révision majeure des règles encadrant la [formation](#) continue des conducteurs de poids lourds et de bus. Selon les règles actuelles, et en application des textes européens, les chauffeurs routiers doivent se former pendant cinq jours tous les cinq ans afin de pouvoir conserver leur permis ; cette formation est souvent laissée à la charge des employés. L'examen portera sur la façon dont le processus de formation peut évoluer afin de réduire la charge, notamment financière, qu'il représente pour les conducteurs et s'assurer qu'il ne constitue pas un obstacle à l'emploi dans le secteur. Cette décision fait suite à plusieurs mesures mises en œuvre par le gouvernement pour réduire la pénurie persistante de chauffeurs routiers, alors que l'agence chargée de l'examen des permis (*Driver and Vehicle Licensing Agency*) a traité un nombre record de demandes, soit 40 000 sur les quatre dernières semaines. Outre l'octroi de visas temporaires permettant de recruter des travailleurs étrangers, le gouvernement a mobilisé des fonds publics. Lors de la présentation du budget, le chancelier de l'Échiquier a annoncé que 32,5 M£ seraient dédiés à l'amélioration des infrastructures destinées aux chauffeurs routiers et que 500 000 £



seraient également alloués au *Mode Shift Revenue Support Fund* afin d'encourager le recours au ferroutage.

## La ville de Manchester dévoile ses projets pour un réseau de transports publics neutre en carbone

Le maire travailliste de l'agglomération du Grand [Manchester](#) Andy Burnham et le commissaire aux Transports de la ville Chris Boardman ont présenté plusieurs mesures après que le gouvernement a annoncé en octobre une dotation d'un peu plus d'1 Md£ lors de la présentation du budget. La priorité est donnée à l'électrification des bus (qui doit être achevée à horizon 2031) et à l'extension des lignes de bus et trams. Les trams fonctionnent déjà entièrement grâce à de l'électricité verte, principalement d'origine éolienne. L'agglomération souhaite également encourager les mobilités douces via l'aménagement de 130 km de voies piétonnes et pistes cyclables. Un système de location de vélos, disponible pour une phase de test le 18 novembre, sera pleinement opérationnel d'ici juin 2022. La ville de Manchester souhaite par ailleurs décourager l'utilisation de véhicules polluants avec l'introduction, en mai 2022, d'une zone à péage ([clean air zone](#)) d'une surface de 1 300 km<sup>2</sup>, soit la deuxième plus grande du RU après celle de Londres. Les conducteurs des véhicules les plus polluants, dont l'accès à cette zone sera soumis au prélèvement d'un péage, pourront bénéficier d'un soutien financier afin d'acheter un nouveau véhicule, dans le cadre d'un fonds public de 120 M£ financé par le gouvernement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)